

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Mussy-sur-Seine

SEANCE DU 30 JUIN 2020

Date de la convocation : 24 juin 2020

Date d'affichage : 02 juillet 2020

L'an deux mille vingt, le trente juin à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, maire.

Présents : CHASSAIN Martine, CORNAGGIA Mattéo, DESMIER Jean-Louis, DULIERE Charlotte, FASENTIEUX Sylvie, HAUDIQUET Alexandre, LOISEAU Marie-Luce, MANCHON Marc, PASTORET Geoffroy, PETIT de BANTEL Henri, PETOT Laurence, ROYER Georges, WOTAWA Pierre

Représentés : JACQUEL Pascale par DESMIER Jean-Louis

Absents : GORCE Sophie

Secrétaire : Madame LOISEAU Marie-Luce

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

29_20 - Compte de Gestion COMMUNE

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Le Conseil Municipal

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2019, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats livrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer concernant la commune de Mussy sur Seine,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2019,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice précédent, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières,

- STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019,
- STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
- STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives,

DECLARE que le Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2019 par le Receveur, pour la Commune de Mussy sur Seine, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Accord à l'unanimité.

30_20 - Affectation des résultats COMMUNE

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Le Conseil Municipal constate les résultats de l'exercice 2019 et décide l'affectation du résultat.

| | <i>Exercice 2019</i> | <i>de clôture</i> | <i>Après affectation</i> |
|---------------------------|----------------------|-------------------|--------------------------|
| Section d'investissement | - 822 383.58 € | + 654 171.59 € | |
| Section de fonctionnement | + 140 381.40 | + 302 177.69 | + 99 029.41 € |

Le budget de la commune a un résultat d'investissement excédentaire de 654 171.59 €. Il a un solde à restes à réaliser déficitaire d'un montant de - 857 319.87 €.

La différence étant négative, cela entraîne un besoin de financement de 203 148.28 €.

Le montant de 203 148.28 € sera inscrit au compte 1068 en recettes d'investissement.

Il doit obligatoirement être couvert par le résultat de fonctionnement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

Décide que l'excédent de fonctionnement sera repris au budget primitif 2020 pour la somme de + 99 029.41 €,

Décide de l'affectation du déficit d'investissement de l'exercice :

- Recettes : compte 001 + 654 171.59 €
- Recettes : compte 1068 + 203 148.28 €

Accord à l'unanimité.

31_20 - Vote des taxes directes locales

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Le Conseil municipal vote le taux des taxes directes locales pour l'année 2020.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de maintenir le taux des taxes directes locales pour l'année 2020 en appliquant le coefficient de variation proportionnelle de 1.

Pour l'année 2020, les taux des taxes directes locales sont les suivants :

- Taxe d'habitation 24.92 %
- Taxe foncier bâti 16.66 %
- Taxe foncier non bâti 24.04 %
- CFE 16.91 %

Accord à l'unanimité.

32_20 - Subvention à la Coopérative Scolaire

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Monsieur le Maire rappelle la délibération 22-19 du 11 avril 2019 portant dissolution du budget de la Caisse des Écoles prévue en 2023, avec intégration des comptes au budget Commune à compter de 2020.

Une subvention était accordée annuellement par la Caisse des Écoles à la Coopérative Scolaire, elle doit donc être prise en charge par le budget Commune.

Le Maire propose l'attribution d'une subvention de 2 750 euros à la Coopérative Scolaire.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **Accorde** une subvention de 2 750.00 € à la Coopérative Scolaire pour l'année 2020.

Accord à l'unanimité.

| |
|-----------------------------------|
| 33_20 - Subvention au CCAS |
|-----------------------------------|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Monsieur le Maire Adjoint informe l'Assemblée du montant de la subvention annuelle à attribuer au CCAS.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **Accorde** une subvention de 15 000.00 € au CCAS pour l'année 2020.

Accord à l'unanimité.

| |
|--|
| 34_20 - Compte de Gestion EAU ET ASSAINISSEMENT |
|--|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Le Conseil Municipal

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2019, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats livrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer concernant le service des eaux et assainissement de la commune de Mussy sur Seine,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2019,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice précédent, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières,

- STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019,

- STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires

- STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives,

DECLARE que le Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2019 par le Receveur, pour le service des eaux et assainissement de la commune de Mussy sur Seine, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Accord à l'unanimité.

35_20 - Affectation des résultats Service Eaux et Assainissement

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Le Conseil Municipal constate les résultats de l'exercice 2019 et décide l'affectation du résultat

| | <i>Exercice 2019</i> | <i>de clôture</i> | <i>Après affectation</i> |
|---------------------------|----------------------|-------------------|--------------------------|
| Section d'investissement | + 13 107.13 € | + 323 762.81 € | |
| Section de fonctionnement | + 12 911.73 € | + 168 523.72 € | + 165 277.23 € |

Le budget Eaux et Assainissement de la commune a un résultat d'investissement excédentaire de 323 762.81 €. Il a un solde à restes à réaliser déficitaire d'un montant de - 327 009.20 €.

La différence étant négative, cela entraîne un besoin de financement de 3 246.39 €.

Le montant de 3 246.39 € sera inscrit au compte 1068 en recettes d'investissement.

Il doit obligatoirement être couvert par le résultat de fonctionnement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **Décide** que l'excédent de fonctionnement sera repris au budget primitif 2020 pour la somme de + 165 277.33 €

- **Décide** de l'affectation du déficit d'investissement de l'exercice :
 - Recettes : compte 001 + 323 762.81 €
 - Recettes : compte 1068 + 3 246.39 €
- **Accord à l'unanimité**

| |
|---|
| 36_20 - Prime COVID personnel communal |
|---|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 et notamment l'article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Le Maire propose à l'Assemblée délibérante d'instaurer la prime exceptionnelle liée à la reconnaissance de l'activité de certains agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire et d'en déterminer les modalités d'attribution.

Cette prime est plafonnée à un montant de 1 000 €.

Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

Elle est exclue des ressources prises en compte pour le calcul de la prime d'activité et pour l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés.

Elle n'est pas reconductible.

La présente prime exceptionnelle est applicable aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public dont l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **INSTAURE** la prime exceptionnelle liée à la reconnaissance de l'activité de certains agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire :

- sur proposition du chef de service acceptée par le Maire ;

Ne peuvent bénéficier de cette prime exceptionnelle :

- Les agents ayant bénéficié d'une Autorisation spéciale d'absence ou d'un arrêt de travail spécifique liée à la crise sanitaire pendant toute la période de l'état d'urgence sanitaire ;
- Les agents en arrêt de maladie pendant toute la période de l'état d'urgence sanitaire ;
- Les agents en télétravail ou travail à distance ;

Le montant maximum de cette prime pouvant être attribué à un agent sera de :

- 660 € pour les agents administratifs mobilisés pendant toute la période de l'état d'urgence sanitaire ;
- 330 € pour les agents techniques mobilisés en roulement ;
- 330 € pour les personnels affectés à l'accueil de loisir et aux écoles mobilisés pour la désinfection des locaux.

CHARGE Le Maire de déterminer, au regard des modalités d'attribution susmentionnées :

- les bénéficiaires de la prime,
- le montant alloué à chaque bénéficiaire,
- les modalités de versements.

que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2020.

Accord à l'unanimité.

| |
|--|
| 37_20 - Demande de subvention Pompiers GSCF |
|--|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Monsieur le Maire donne lecture du courriel des sapeurs pompiers humanitaires du GSCF demandant une subvention dans le cadre de leurs actions liées au Covid 19.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **Accorde** une subvention de 50 € aux sapeurs pompiers du GSCF pour l'année 2020.

Accord à l'unanimité.

38_20 - Demande admissions en non valeurs Service Eau et Assainissement

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Monsieur le Maire donne lecture des formulaires transmis par la Trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non valeur des produits du budget service Eau - Assainissement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

Considérant que les sommes dues concernent des personnes redevables dont les adresses sont connues et qu'un échéancier peut être mis en place pour permettre l'échelonnement de leur dette,

- **REFUSE** l'admission en non valeur des taxes et produits irrécouvrables suivants :
- Mme HAULLARD Mireille, pour la somme restant due de 2 002,02 €,
- Mme HAULLARD Laëtitia, pour la somme restant due de 277,92 €,
- Mme PRUNOT Sophie, pour la somme restant due de 409,50 €.

Accord à l'unanimité.

39_20 - Détermination des seuils pour l'exercice des poursuites et autorisation d'engager les poursuites

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

L'article D1611-1 du CGCT fixe le seuil de mise en recouvrement des recettes non fiscales des collectivités à 5 euros,

L'article R 1617-22 du CGCT fixe le seuil prévu au deuxième alinéa du 5° de [l'article L. 1617-5](#) du code général des collectivités territoriales à 130 € pour une opposition à tiers détenteur notifiée entre les mains d'un établissement bancaire et à 30 € dans les autres cas (employeurs....).

Aux termes de l'article R.1617-24 du CGCT, "l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes selon des modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet".

Afin d'améliorer la sélectivité des poursuites et compte tenu des dispositions prévues par le CGCT, il convient d'autoriser le trésorier à engager les poursuites de toute nature en vue du recouvrement de l'ensemble des titres de recettes émis et notamment d'engager les poursuites selon les modalités suivantes :

- 1) par voie de lettre de relance pour les dettes supérieures ou égales à 5 euros, seuil légal de mise en recouvrement des créances des collectivités territoriales,
- 2) par voie de mise en demeure pour les dettes supérieures ou égales à 15 euros,
- 3) par voie d'opposition à tiers détenteur (OTD) dans le respect de la réglementation en vigueur, en fixant les seuils minimaux à 30 euros pour les OTD, non assorties de frais, notifiées aux employeurs ou tiers détenteurs et 130 euros pour les OTD notifiées aux banques, assorties de frais au profit des banques,
- 4) par voie de saisie-vente mobilière, lorsque le montant cumulé de la dette du débiteur atteint un minimum de 200 €.

Les présents seuils s'apprécient par rapport à la dette globale du redevable tous exercices et tous budgets confondus.

Il en découle que les créances suivantes, dont le recouvrement n'a pu être obtenu, seront présentées en non-valeur dans un délai minimal d'une année, entre la mise en recouvrement de la créance et son admission en non-valeur par le comptable :

1. a) créances inférieures à 5 euros,
2. b) créances supérieures ou égales à 5 euros et inférieures à 15 euros ayant fait l'objet d'une lettre de relance infructueuse,
3. c) créances supérieures ou égales à 15 euros et inférieures à 30 euros ayant fait l'objet d'une lettre de relance et d'une mise en demeure infructueuses,
4. d) créances supérieures aux différents seuils ayant fait l'objet des actes de poursuites adéquates mais infructueux.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** de donner une autorisation permanente et générale au comptable du Centre des Finances Publiques de BAR SUR SEINE afin de réaliser les poursuites nécessaires pour le recouvrement des créances impayées,
- **DECIDE** d'adopter les mesures exposées ci-dessus.

Accord à l'unanimité.

40_20 - Prolongation de l'autorisation d'installation des ruchers dans la forêt communale

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Monsieur le Maire rappelle la délibération 11/17 du 20 février 2017 et la convention établie le 20 février 2017 qui accordent à Monsieur Patrice LEMOINE le renouvellement de l'autorisation d'installation pour ses deux ruchers déjà en place :

- Le premier, dans une partie de la parcelle 81 de la forêt communale. Cette parcelle se situe dans le lot de chasse n° 1, actuellement loué par Monsieur GUTTIN-VEZIN Bernard, adjudicataire,
- Le second dans une partie de la parcelle 113p de la forêt communale (clairière – ancienne sablière). Cette parcelle se situe dans le lot de chasse n° 2, actuellement loué par Monsieur CUNY Alain, adjudicataire,

à compter du 1^{er} février 2020, pour une durée de trois ans.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **ACCEPTE** l'installation des deux ruchers :

- Le premier, dans la parcelle 81 de la forêt communale, situé dans le lot de chasse n°1, qui sera composé de 25 ruches maximum,
- Le second, dans la parcelle 113p de la forêt communale, situé dans le lot de chasse n° 2, qui sera composé de 75 ruches d'élevage maximum,

- **FIXE** le montant de la redevance annuelle à 1 € par ruche soit 100,00 €,

- **CHARGE** le Maire d'établir une concession de renouvellement d'emplacement pour ces deux ruchers et l'autorise à signer ce document.

Accord à l'unanimité.

41_20 - Cession bail terres AOC

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 13 | 13+1 | 14 | 0 | 0 | 0 |

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Monsieur Michel PAULA, gérant de la SCEA des Coteaux de Mussy, qui désire céder à la société « La Grande côte » représentée par Monsieur Jean-Noël VALLET, les baux que la Commune de Mussy sur Seine lui a consenti.

L'acte notarié sera établi par Maître COURAILLON-ROUETTE aux Riceys.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **ACCEPTE** que les terres en AOC, louées à la SCEA des Coteaux de Mussy encadastrées :

- Section ZM n°128, pour une contenance de 40a88ca,
- Section ZM n°135, pour une contenance de 1a95ca,
- Section ZM n°220, pour une contenance de 12a71ca,
- Section ZM n°222, pour une contenance de 7a16ca,

D'une contenance totale de 62a70ca, soient mises en apport à l'EARL de la Grande Côte,

- **PRECISE** que le montant du fermage sera de 1 700 Kg/ha,

- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer l'acte notarié d'apport de bail qui sera établi par Maître COURAILLON-ROUETTE aux Riceys, ainsi que tous les documents relatifs à ce dossier.

Accord à l'unanimité

| |
|------------------------|
| Jurés d'Assises |
|------------------------|

La Commune de Mussy risquant d'être tirée au sort par la Commune de Bar sur Seine, il revient au Conseil Municipal de désigner, par tirage au sort 3 personnes susceptibles d'être jurés aux assises de l'Aube :

La liste de ces personnes sera transmise à la Mairie de Bar sur Seine lorsque la demande en sera faite.

| |
|---------------------------|
| Questions diverses |
|---------------------------|

Le Maire informe l'assemblée du faire-part de naissance de la petite Lucile, reçu de la famille ROMAND MONIER Camille, Professeur des Ecoles en Maternelle.

Les professionnels de la Maison de Santé Pluridisciplinaires ont fait parvenir à la mairie leurs remerciements pour la remise gracieuse des loyers de mars, avril et mai, décidée lors du Conseil précédent dans le cadre de l'épidémie de Covid 19.

Le Maire informe l'assemblée que plusieurs personnes lui ont adressé des lettres de félicitation à l'attention du nouveau Conseil (Les six conseillers régionaux de l'Aube, Mme BAZIN MALGRAS, M. ROTTNER, M. PICHERY et M. ADNOT)

Le Maire donne lecture d'un courrier de l'ANEV (Association Nationale des Élus de la Vigne et du Vin) avec copie d'une lettre adressée au Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères au sujet de la répercussion de la crise Covid 19 sur l'avenir de la profession.

Dans le cadre de l'action Berges Saines, le Maire propose de quitter l'association Seine en Partage, et de se rapprocher de la fédération des chasseurs.

Suite à la libération du logement occupé par le Docteur TRIFU, le Maire informe l'assemblée que M. et Mme BERCHET, occupants de l'autre appartement, demandent à changer. La procédure va être enclenchée, et un nouveau bail sera établi prochainement.

Le docteur VASTA demande à louer un deuxième cabinet à la Maison de Santé dans le but de pouvoir enregistrer informatiquement les Dossiers Médicaux Partagés (DPM) des patients. Un avenant en ce sens sera établi prochainement.

Le Maire propose que des visites à l'attention des nouveaux membres du Conseil Municipal soient organisées par le premier adjoint M. DESMIER et avec M. WOTAWA afin de les familiariser avec le patrimoine de la commune.

Dans le cadre du Musée de la Résistance de l'Aube, la campagne de courriers d'information concernant les donations par le biais de la Fondation du Patrimoine devra être lancée en septembre/octobre.

Tour de table

M. DESMIER indique que le maire a eu des contacts avec une personne désireuse d'occuper les locaux de l'ancienne déchetterie et de la décharge, qui appartiennent à la commune.

M. ROYER signale qu'un habitant demande s'il serait possible de rajouter un lampadaire dans la rue Saint Langis. Réponse : le pétitionnaire doit faire une demande écrite au SDEA.

M. WOTAWA indique que plusieurs personnes lui ont demandé s'il serait possible d'étudier l'extinction de l'éclairage public la nuit. A voir avec le SDEA.

M. PASTORET signale que le miroir situé en face de la ruelle des faisans a été accroché par un véhicule. Il propose de repositionner le mât pour éviter un nouveau choc.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 21h10 .

Fait à MUSSY SUR SEINE, les jours, mois et an susdits

Le maire,